

Auteur : Pierre-André Paulin
Investisseur immobilier

SI HYDRO-QUÉBEC ÉTAIT SUÉDOIS...

Et si Hydro-Québec (HQ) était suédois... Sa croissance serait hors-Québec, et, en 11 ans, ses revenus grimperaient de 670 % ! Maintenant, rêvons un instant. Grâce aux dividendes accrus d'HQ, l'État nous donnerait un répit en baissant nos impôts, la dette serait en voie d'être remboursée et on créerait de la richesse ! En rapport au PIB (Produit Intérieur Brut), notre dette est de 55 % et 101 % avec la portion fédérale¹. Le Québec est endetté et sa marge de manœuvre mince. Nos infrastructures se dégradent, nos impôts élevés et l'activité économique stagne.

Détenue à 100 % par l'État, la société suédoise Vattenfall produit, distribue et vend 280,3 Twh d'électricité dont 29 % en Suède². De 1999 à 2010, ses revenus sont passés de 3,1 à 23,7 milliards d'euros, une croissance de 670 %. Durant cette période, les revenus d'HQ ont augmenté de 9,6 à 12,3 milliards \$CDN, soit de 28 %. En 2010, avec 9,4 millions de suédois, le revenu per capita de Vattenfall est de 2 524 € (3 596 \$CDN). En comparaison, HQ génère 1 576 \$CDN per capita. Vattenfall emploie 38 127 personnes dont 23,5 % en Suède. Sa croissance fulgurante a débuté suite à sa restructuration en 1990. Dès 1992, Vattenfall s'est défini comme une compagnie d'énergie et non plus d'électricité.

Dès 2012, HQ doit amorcer une campagne d'acquisition internationale et cibler des compagnies axées sur les énergies propres et les *cleantech*. L'achat et la gestion de ces compagnies se ferait en partenariat avec les secteurs privés et financiers québécois. En s'inspirant des performances suédoises, 12 milliards de revenus annuels additionnels seraient générés d'ici 5 ans.

Tout d'abord, statuons que les ressources naturelles appartiennent aux Québécois et scellons le débat de la privatisation. Quant aux multinationales, elles peuvent investir chez nous, mais comme actionnaire minoritaire. Si l'on veut débloquer le plein potentiel d'HQ, la gestion entrepreneuriale doit être dissociée de la politique. La création d'une société en commandite et d'un « nouveau » HQ permettrait de retirer l'État de la gestion tout en s'assurant qu'il demeure actionnaire et unique bénéficiaire.

En prélevant une part des nouveaux revenus générés, HQ pourrait, en partenariat avec les secteurs privés et universitaires, développer une écocité « verte », moderne et inspirante, et donner au Québec une vitrine internationale. Dans cette écocité québécoise, le bilan de carbone serait à zéro et 100 % des déchets récupérables. En son centre, on y retrouverait le plus grand centre d'innovation au monde dans les énergies propres et les *cleantech*, et une exposition permanente démontrant en un seul lieu le génie et la créativité québécoise.

Pour stimuler le développement économique, créer un climat propice à l'investissement et l'innovation, l'État doit donner l'exemple. HQ a les atouts pour devenir un leader énergétique « vert » mondial et implanter le modèle suédois. La prospérité durable, c'est un choix, c'est une vision. Pour y parvenir, nous aurons besoin d'audace, d'entrepreneurship et d'un engagement collectif.

¹ *Le Québec est-il à l'abri d'une crise?* Francis Vailles, La Presse, 12 août 2011

² Rapport annuel 2010, Vattenfall

